

Services de garde d'enfants—Loi

l'argent frais, c'est déjà prévu dans les budgets du gouvernement. Je ne peux pas croire que l'on puisse comparer des sous-marins à propulsion nucléaire et un programme de garde d'enfants.

Notre gouvernement ne porte pas d'oeillères. Nous ne regardons pas qu'une seule région, mais bien tout le Canada. Nous ne regardons pas seulement la garde d'enfants, mais aussi l'enseignement postsecondaire et l'agriculture. Au cours des quatre dernières années nous avons dépensé 8 milliards dans le domaine de l'agriculture. Regardez le secteur énergétique. Si l'agriculture ne va pas bien, si l'énergie ne va pas bien, si le secteur manufacturier ne va pas bien, nous ne pourrions payer les programmes de personne. Le gouvernement doit faire preuve d'équilibre et c'est ce que nous faisons. Nous avons aidé le secteur énergétique, le secteur agricole, et nous allons aider les gens de Terre-Neuve à créer plus d'emplois. Le gouvernement croit à un Canada qui forme un tout, et toute personne que nous pouvons mettre au travail participe à la réalisation des programmes sociaux.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je suis peut-être dans une situation un peu particulière à la Chambre, puisque j'ai recours aux services de garde d'enfants. J'espère que le député de Calgary-Est (M. Kindy) écoute ce que j'ai à dire, parce que je l'ai entendu faire des remarques désobligeantes sur les enfants qui fréquentent les garderies. J'estime que c'est un rare privilège pour mon petit garçon que de fréquenter la garderie du Parlement. Il reçoit là une attention incroyable et il bénéficie de merveilleuses occasions d'apprentissage. Je voudrais rendre hommage au personnel professionnel de la garderie et aussi à une ancienne présidente, la très hon. Jeanne Sauvé, qui est à l'origine de la création de cette garderie. Les commentaires quelque peu désobligeants du député de Calgary-Est montrent le type de mythe stupide qui persiste.

Les services de garde sont la réalité quotidienne pour 60 p. 100 des familles canadiennes. Je voudrais que l'on sache bien que lorsque l'on a une expérience directe, on parle aux parents d'autres enfants, on siège au conseil d'administration, comme je le fais, ou comme c'est le cas dans ma circonscription, où il y a plusieurs garderies, on se renseigne pour savoir ce que les gens pensent. Il serait peut-être utile à certains députés de l'autre côté de la Chambre de passer un peu plus de temps à discuter avec les gens directement concernés par cette question, puisque ces gens représentent en fait la majorité des familles canadiennes.

Mme Sparrow: N'ayez pas peur, nous leur parlons.

M. Axworthy: D'après ce que j'ai entendu au cours de leur intervention, je ne crois pas que les membres du caucus conservateur aient discuté avec les parents qui ont besoin de services de garderie. J'ai écouté la députée de Calgary-Sud (M^{me} Sparrow) tenter de nous expliquer l'absence de normes. La députée n'a-t-elle jamais parlé à un parent qui se préoccupait des compétences des travailleurs chargés de s'occuper de son enfant ou du genre de centre où serait gardé l'enfant? Dans le cas des parents, leur principale responsabilité est de déterminer qui s'occupe de leurs enfants et de vérifier si le personnel des garderies offre un enseignement adéquat, des soins adéquats, une surveillance adéquate, des jouets de qualité adéquate et des installations sanitaires adéquates.

Ces services ne devraient pas être différents d'une ville à l'autre, d'une région à l'autre, ou d'une province à l'autre. Il ne faudrait pas tracer un échiquier sur le territoire canadien. Il ne devrait y avoir aucune différence dans la qualité des services à la disposition de tous les Canadiens, qu'ils habitent des régions rurales ou urbaines. Depuis 1960, nous avons appris par expérience que la seule façon de garantir la qualité adéquate des services sociaux est de veiller à ce que le gouvernement fédéral prenne l'initiative et assume ses responsabilités dans ce domaine, et qu'il ne les abandonne pas.

Remontons, si vous le voulez bien monsieur le Président, quatre ou cinq ans en arrière afin de discuter du régime d'assurance-santé, qui constitue peut-être le programme social le plus important et le plus utile dans notre pays. Qu'est-ce qui se passait en 1983 en Alberta, en Ontario et dans les provinces atlantiques? Les gouvernements provinciaux tentaient d'abaisser les normes de qualité s'appliquant aux soins prodigués dans le cadre du régime d'assurance-santé. C'est seulement lorsque le gouvernement fédéral a adopté la Loi canadienne sur la santé afin d'instaurer des normes nationales pour veiller à ce que le financement soit rattaché à la qualité et aux services que nous avons pu redresser la baisse du niveau de services du régime d'assurance-maladie.

M. Halliday: Il n'y a absolument aucun rapport.

M. Axworthy: Mais si. Quiconque le conteste nie ce qui s'est passé depuis 60 ans. C'est le premier programme social important où le gouvernement fédéral se soustrait à ses responsabilités en refusant d'instaurer des normes nationales équitables pour tous les enfants, peu importe l'endroit où ils habitent. Je pense que la députée de Calgary-Sud a parlé d'expérimentation en souplesse. Le député sait-il ce que cela donne? Cela se traduit par un salmigondis de services de mauvaise qualité et inégaux. Voilà les termes qu'il faudrait employer. Je relie cela à la réalité que doivent vivre les parents que je vois chaque jour, lorsque j'amène mon propre enfant à la garderie, ou les gens de ma propre circonscription avec lesquels je me suis entretenu lorsque je me suis rendu dans toutes les garderies. Il s'agit d'une préoccupation extrêmement importante, car elle concerne la prochaine. Cette dernière réside dans le fait que de nombreux parents au Canada acceptent à l'heure actuelle des services de moindre qualité, car il n'y a pas le choix. Ils ignorent qui s'occupe de leur enfant, car ils doivent s'en remettre au secteur privé pour obtenir des services.

M. Thacker: Comment se fait-il qu'un homme riche comme vous soit subventionné?

M. Axworthy: Je ne suis pas subventionné. Nous payons notre pleine part. Quelle attitude stupide et réactionnaire de la part du député de Lethbridge—Foothills (M. Thacker). Le fait est qu'il parle d'environ 60 à 70 p. 100 des parents du pays. Les conservateurs ne comprennent pas que du fait de leur politique fiscale dans d'autres domaines, une famille doit avoir deux revenus pour survivre au Canada à l'heure actuelle.

M. Thacker: C'est votre politique qui a fait cela. Les taux d'intérêt étaient de 22 p. 100 lorsque vous étiez au pouvoir.

M. Axworthy: Si on n'offre pas des soins appropriés aux enfants, l'économie s'en ressentira durement. C'est un mauvais programme. Il n'est pas conçu pour assurer des soins à nos enfants et répondre à leurs besoins. Il tend peut-être à aller